

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE — PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI PRIX : 0,30 F

SAMEDI 5 JUIN 1976

## EDITORIAL

BÂTIMENT: LA  
VICTOIRE EST  
POSSIBLE...  
MAIS  
COMMENT ?

Pour la 3<sup>ème</sup> fois, le jeudi 3 juin avait lieu à Basse-Terre une réunion entre les patrons du bâtiment et les différents syndicats de ce secteur. Rien de nouveau n'est sorti de cette réunion. Les patrons s'en tiennent à leur proposition initiale, c'est à dire une augmentation de 3,99 % et le refus de revoir la grille des salaires.

Les syndicats, lors d'une précédente réunion, avaient déjà fait savoir ce qu'ils pensaient de pareilles propositions. Ils estiment à juste titre que les patrons du bâtiment se moquent vraiment des travailleurs en les faisant venir jusqu'à Basse-Terre pour leur proposer ce qu'ils avaient déjà rejeté la semaine dernière. Pour eux, l'action doit se poursuivre tant que le patronat n'accepte pas d'accorder les 7 % d'augmentation pour tous et de revoir la grille des salaires sur la base de l'indice 125 pour le manoeuvre, ce qui équivaut à un salaire de 1500F. par mois pour ce dernier.

Les syndicats ont raison de vouloir poursuivre l'action. Cependant la tactique de harcèlement préconisée par eux risque de fatiguer les travailleurs beaucoup plus que les patrons eux-mêmes. C'est pourquoi il conviendrait de faire beaucoup plus qu'une grève de harcèlement. Puisque les patrons ne veulent rien entendre il n'y a qu'un moyen pour les contraindre à accorder satisfaction, c'est d'arrêter totalement les chantiers, et cela jusqu'à ce que les patrons cèdent. Les ouvriers du bâtiment en Martinique ont gagné tout récemment en faisant plus d'un mois de grève. Mais puisque ce sont les patrons qui les avaient contraints à une aussi longue grève, ils ont exigé que les journées de grève soient payées ce qu'ils ont obtenu en partie.

Les ouvriers du bâtiment de la Guadeloupe peuvent en faire autant et profiter pour poser également le problème de l'emploi dans ce secteur qui a vu ses effectifs diminuer de moitié.

En arrêtant les chantiers jusqu'à

SUITE P. 2

## martinique quand "JUSTICE" fulmine et enrage!

Sous le titre : " les dessous d'une grève ", Justice du 27 mai, l'organe du parti communiste martiniquais, consacre presque une page entière aux " provocateurs " et diviseurs en action ".

Qui sont ces " provocateurs " nous dit Justice ? ; " des individus " irresponsables " ou " manipulés " ; la preuve : ils s'en sont pris à Lamon et à Tanger. Qui les manipulait , Agasta de la CSTM, Michel de la CFIC et ... Combat Ouvrier, bien sûr.

Voilà donc la leçon que tire Justice de deux mois de grève du bâtiment.

Un combat qui a duré aussi longtemps n'a permis de voir en action que des " provocateurs ", des " irresponsables ", des individus louches dans les rangs des travailleurs du bâtiment, et aucun ouvrier conscient et honnête !

En réalité, Justice sait bien que cela

est faux. En effet, de nombreux travailleurs n'étaient pas disposés à se laisser tromper une fois de plus par Tanger, d'où leur colère.

Justice sait bien que cette colère était causée par le refus de la direction et singulièrement du trio Lamon-Duféal-Tanger d'organiser la grève.

Cette colère a débordé le lundi 17 au soir quand les syndicats ont signé un protocole d'accord que les ouvriers ont repoussé et c'est pourquoi ils ont manifesté leur indignation de se voir trahis par ceux qui se prétendent des dirigeants. Voilà ce qui gêne le PCM.

Ses leaders ont été mis en difficulté. Les travailleurs ont refusé de les suivre aveuglément.

C'est ce qui enrage les bureaucrates du PCM.

## LIBAN après l'entrée des troupes syriennes

Dans la nuit de dimanche à lundi, les troupes syriennes pénétraient au Liban.

C'est au nom du rétablissement de l'ordre et pour soi-disant arrêter l'effusion de sang que le gouvernement syrien prit cette décision. En fait, il s'agit plutôt pour lui de mettre au pas la gauche Libanaise et la Résistance Palestinienne, et cette décision a été prise probablement de concert avec la droite phalangiste et téléguidée ou fortement encouragée par l'impérialisme Américain.

Ainsi renforcée la droite Phalangiste chrétienne peut se permettre d'accepter de se mettre à table et de discuter.

De son côté, la gauche Libanaise en voulant négocier autour " d'une table ronde " et en faisant appel à l'arbitrage de la France dans cette affaire, prouve bien combien l'intérêt de la population laborieuse n'est pas son souci principal mais plutôt d'obtenir une place de choix dans les transformations et remaniements politiques ultérieurs. Elle montre aussi qu'elle est prête s'il le faut à sacrifier les intérêts de la Résistance Palestinienne.

Ira-t-on vers l'isolement de la Résistance Palestinienne et le massacre de ses militants par l'armée Syrienne et les phalanges, avec la neutralité de la gauche ? Ira-t-on vers une sorte de septembre noir Libanais ?

## NOTRE CAMARADE ALPHONSE GLANNY EST MORT

Etudiant à Vizios, il y défendait, là, comme au Robert sa commune natale, les positions des révolutionnaires trotskistes.

Depuis plus de trois ans en effet, il était un partisan du socialisme et de la libération des Antilles et pour cela militait à Combat Ouvrier.

Malade depuis environ un an, hospitalisé depuis le mois de décembre, il ne pouvait plus de fait de son état de faiblesse militer activement, mais il demeurait des nôtres.

## SCEFA-SCEPLAG : les

affaires marchent.

Tous les gros exportateurs de banane tiennent le même langage quand il s'agit d'augmenter les salaires des travailleurs. " Nous avons des difficultés " "La banane ne se vend pas bien", et autres balivernes du même genre.

C'est le cas en particulier de Max Martin. De plus, ce dernier, sous prétexte de difficultés de toutes sortes ne paie jamais les travailleurs aux dates fixes.

A chaque "quinzaine", il prend prétexte de manque d'argent", de difficultés avec les banques, pour ne pas payer, et c'est donc toujours avec du retard que les travailleurs de la SCEFA-SCEPLAG perçoivent leur salaire, retard allant parfois jusqu'à quinze jours.

Mais voilà, contrairement aux mensonges de Max Martin, les affaires ne marchent pas si mal. En effet cette société vient d'acquiescer ou d'englober la propriété du sieur BOCATO à Christophe (Goyave).

Les gros propriétaires s'enrichissent, achètent de nouvelles terres alors qu'ils prétendent être dans l'impossibilité d'augmenter les salaires.

## il faut défendre ROIGNAN

*Roignan, ouvrier combattif de SOCALTRA qui a participé à la dernière grève du bâtiment est soumis à des tracasseries de la gendarmerie. En effet, Jean Joseph patron de la SOMET l'accuse de vol de ciment, de détérioration de matériel etc pendant la grève. A la suite des accusations du patron de la SOMET, Roignan fut convoqué à la gendarmerie pour y subir un long interrogatoire et d'autre part son domicile fut perquisitionné. Prochainement il passera devant les tribunaux.*

*L'acharnement avec lequel ce travailleur est poursuivi à différentes raisons. Il faut préciser que Royan est un travailleur français et cela gêne beaucoup l'administration coloniale de le voir lutter aux côtés de ses frères martiniquais. Il constitue un mauvais exemple. C'est pourquoi on cherche à l'intimider.*

*Toutes les accusations de Jean Joseph avec la complicité des forces de répression colonialistes ne sont qu'une machination.*

*Il est nécessaire d'entreprendre une campagne de dénonciation pour empêcher que le patronat et l'administration accomplissent leur forfait.*

## GRÈVE DE DEUX JOURS

chez Butel (Blondinière)

*Depuis la fin de la grève de février, le fils Butel essaie par tous les moyens d'aggraver les conditions de travail. Pour cet exploitateur, si les salaires augmentent, les tâches doivent aussi augmenter.*

*C'est ainsi que le lundi 31 mai, il voulut imposer aux travailleurs qu'ils arrachent 400 plants pour une tâche, au lieu de 350 habituellement.*

*Comme un seul homme, les travailleurs ont refusé. Butel ne voulant rien entendre, ils ont regagné leurs maisons.*

*Le mardi matin, les travailleurs ont à nouveau refusé l'augmentation des tâches et regagné leur maison.*

*Le mercredi jour de coupe et d'emballage, le travail a repris. Mais la question de l'arrachage des plants n'est pas réglée.*

*Les travailleurs n'entendent nullement accepter cet abus.*

## notre camarade MAUGÉE condam- né en appel !

LA JUSTICE COLONIALE : 2 POIDS 2 MESURES

Mardi 1er juin s'est déroulé le procès en appel de notre camarade Maugée.

On se souvient qu'au mois d'avril, notre camarade avait été condamné à un mois de prison ferme, 2 fois 160.000frs d'amende et 10 mois de retrait de permis de conduire.

Pourquoi tout cela ? Parce qu'un gendarme de Trinité avait estimé en février 75 qu'il avait deux pneus lisses sur la voiture de notre camarade, voiture alors en panne et stationnée sur le bas côté de la route.

En réalité, à ce moment, notre camarade était particulièrement visé par tout ce que la Martinique compte de flics parce qu'il était l'un des dirigeants de la grève des ouvriers du bâtiment.

L'occasion était donc bonne pour ces messieurs de condamner Maugée. En appel, cette condamnation a été ramenée à un mois de prison avec sursis, et 3 mois de retrait de permis.

Juste à la même audience venant en appel le procès du plumeux de France-Antilles, Philippe Bonnard. Ce dernier complètement ivre, au volant de sa voiture avait renversé un piéton, pris la fuite, et embouti 3 voitures un KM plus loin. Pour cela, une amende et deux mois de prison, avec sursis !

Comme quoi pour le tribunal de Fort-de-France, il en coûte moins lorsqu'on est au service des patrons d'être un chauffard alcoolique, que lorsqu'on est ouvrier, de se battre pour ses droits.

26 GALA de COMBAT  
OUVRIER, réclamez votre  
carte à nos vendeurs

DIRECTEUR DE PUBLICATION : M.E. ZOZOR  
COMMISSION PARITAIRE : 51728  
CORRESPONDANT : G. BEAUJOUR  
2ème SUPPLEMENT AU MENSUEL N° 62

## S.I.G. : les femmes de

service doivent être payées  
40 heures

Les femmes employées au service d'entretien de la SIG travaillent seulement 36 heures par semaine. Ce ne serait pas si mal si elles étaient payées 40 heures et bénéficiaient de tous les avantages sociaux.

Malheureusement c'est loin d'en être le cas. Elles ne perçoivent pas l'intégralité des allocations familiales et sont privées des jours fériés.

C'est là une situation anormale d'autant que ces femmes de service travaillent à la tâche et fournissent un travail largement équivalent à 40 heures par semaine.

A elles d'exiger que les 36 heures soient comptées 40 heures.

## 50 places pour 800 élèves au CET de Capesterre

800 élèves des écoles des régions de Basse-Terre, Capesterre, Baillif, Gourbeyre se sont présentés au test d'entrée au CET de Capesterre.

Sur le résultat, il n'y a aucune surprise à attendre ! Il y a 50 places prévues.

Il apparaît donc que 750 élèves sortant des 4<sup>es</sup> allégées, 5<sup>èmes</sup> ou autres 3<sup>es</sup> pratiques, vont être mis à la porte. Tous ceux en tout cas qui ont 16 ans et qui avaient été orientés vers ces voies de garages que sont les classes de transition.

Les statistiques démontrant qu'en Guadeloupe, le taux de scolarisation est très fort, plus de 90%, ne sont que dupes et méprisante hypocrisie.

Car en fin de compte, la plus part des jeunes se trouvent "rendus à la vie active" à 16 ans, sans aucun métier.

Voilà l'avenir que réserve le colonialisme à la jeunesse.

## LU DANS UN JOUR NAL PHARMACEUTIQUE

"UNE BONNE MANIERE DE REDUIRE LE CHOMAGE"

*"Un des objectifs du gouvernement de Porto-Rico est de réduire le chômage à 5% dans les années 80. La méthode qu'il propose pour diminuer la croissance du secteur ouvrier est la stérilisation des travailleurs" (souligné par nous)*

*La stérilisation repose en effet, à son sens sur la théorie que la pauvreté n'est pas la conséquence d'une distribution inégale, mais de la surpopulation.*

*L'opération est assurée gratuitement dans des hôpitaux financés par le gouvernement US, souvent auprès des femmes en couches, et presque toujours sans que les intéressées aient vraiment compris les conséquences de cet acte."*

Vous avez bien lu. Il ne s'agit pas d'une coupure de journaux datant de l'époque de l'Allemagne fasciste. Il s'agit bien d'un article d'actualité sur les méthodes préconisées aux Etats Unis, pays capitaliste le plus avancé, et dit le pays le plus démocratique!!!

## EDITORIAL suite

satisfaction totale à toutes leurs revendications, en organisant dans Pointe-à-Pitre et dans toutes les communes des meetings d'information sur leur situation et leurs principales revendications. Les travailleurs du bâtiment gagneront à coups sûr.